

BAYROU ET LE BUDGET : CHARMER LES MARCHÉS, FLOUER LES TRAVAILLEURS

Quarante milliards d'euros. La semaine dernière, le ministre de l'Économie, Éric Lombard, a chiffré les « efforts supplémentaires » à réaliser dans le budget 2026. Ces 40 milliards, le gouvernement s'apprête à les retirer aux services publics, aux hôpitaux, aux écoles, aux collectivités. Et tout simplement les voler à ceux qui financent et utilisent ces services : les travailleurs et les classes populaires.

L'art de faire des économies dans les poches des autres

Bayrou, pourtant plus impopulaire que jamais, a enfoncé le clou par une conférence le lendemain. Il l'a voulu « pédagogique ». Et le voilà qui nous sermonne à grands coups de graphiques colorés et de PIB par habitant, en parlant lentement pour qu'on comprenne : « Nous ne travaillons pas assez. » Nous ? Qui ça ? C'est sûr qu'en termes de pédagogie, le Premier ministre n'a pas beaucoup travaillé : la rengaine est carrément réchauffée. Les exploiteurs répètent sur tous les tons que les travailleurs doivent suer toujours plus de profit.

Une internationale de brigands, grands et très grands

Il a qualifié l'attitude de Trump avec l'Ukraine et les annonces des nouveaux droits de douane de « tsunami », de « cyclone », de « coup de théâtre »... Quel cinéma, oui ! Car les politiques menées ne sont pas si différentes. À voir Bayrou se languir de l'état des finances du pays il y a trente ans, ou parler du général de Gaulle la larme à l'œil, on pouvait le croire à deux doigts de scander « Make France Great Again ».

Macron propose d'accueillir les chercheurs américains attaqués violemment par Trump mais Bayrou a taillé lui aussi dans le budget 2025 de l'enseignement supérieur 1,5 milliard d'euros (une baisse d'environ 6 %) il y a deux mois. Cela n'a pas empêché le même Bayrou de se plaindre dans son discours de la gestion du budget de ses prédécesseurs : « Nous aurions dû investir dans la recherche. »

Et quand il qualifie Trump ou Poutine d'agresseurs, c'est pour mieux justifier l'augmentation des dépenses militaires : voilà un secteur où l'État ne compte pas faire d'économies. Pour défendre son profit et ses

marchés contre le requin d'à côté, il faut du matériel. Et tous ces dirigeants, tous les grands de ce monde, entendent mettre au pas la classe ouvrière, à l'usine ou pour le front.

Travailleurs de tous les pays : unissons-nous !

Une seule étincelle cocasse dans cette soupe rodée pour les marchés : Bayrou a cité Lénine et Trotski ! « Seule la vérité est révolutionnaire. » Est-ce que les livres des militants communistes sont arrivés sur sa table parce que le spectre d'une révolution lui donne quelques sueurs froides ? Car à trop tirer sur la corde, on ne sait jamais quand elle craque. Ça, tous les politiciens de la bourgeoisie le savent.

Elle a craqué par exemple en Turquie où des centaines de milliers de manifestants remettent en cause le régime du dictateur Erdogan après un énième abus de pouvoir. Une révolte qui pourrait bien se développer et impacter toute la région moyen-orientale, que les capitalistes ont transformée en un nœud sanglant, mais aussi l'Europe, pour laquelle la Turquie fait le garde-frontière mercenaire. Une possibilité loin d'être isolée, alors que les mouvements de révolte se multiplient ces dernières années aux quatre coins de la planète.

C'est une possibilité et c'est une nécessité. C'est en refusant leurs budgets, leur agenda, leur monde, c'est en prenant nos affaires en main, que nous pourrons opposer à leur internationale de brigands notre solidarité internationale de travailleurs. C'est le sens historique de la journée de grève et de manifestation du 1er mai, que le mouvement ouvrier a institué il y a presque 150 ans, notamment pour exiger la réduction du temps de travail. Soyons nombreuses et nombreux dans la rue ce jour. Lénine et Trotski apprécieront. Bayrou pas sûr.

Ça roule pas !

Le 11 avril dernier, conducteurs et contrôleurs étaient en grève partout en France. Dans la région, la grève a été particulièrement suivie car la direction a annoncé officiellement vouloir en finir avec les « découchés ». Ces moments où les roulants dorment loin de chez eux représentent une bonne partie des EVS. Et cela permet des horaires encore correctes quand il s'agit de faire le premier ou le dernier train.

A dormir dehors

Les collègues d'Amiens savent déjà ce qu'il en coûte quand les découchés sont supprimés. Depuis leur transfert à SVEA, la filiale privée de la SNCF, ils ont perdu en moyenne 300 par mois de salaire. La perte des découchés, ça donne des salaires à dormir dehors.

De la détermination dans l'air

Les conducteurs de Lille-Fives étaient nombreux à être grévistes et nombreux rassemblés en Assemblée Générale au dépôt. Pour tous, pas question d'en rester là ou de simplement gueuler un coup. Le but est de faire reculer la direction par un rapport de force. L'AG a débattu et tous ont pu prendre la parole, syndiqués comme non-syndiqués. Des votes à main levée ont décidé à l'unanimité de la revendication du refus de la suppression du moindre découché et de donner une suite rapide à la grève.

Diviser pour mieux grêver ?

Sud Rail appelle à la grève dans les technicentres le 6 mai, le 7 mai pour les ADC et le 9, 10 et 11 mai pour les ASCT. Côté CGT, c'est à partir du 5 mai pour les ADC et ASCT. Autant d'appels à la grève en une semaine sans trouver une date commune : chapeau ! A croire que les dirigeants syndicaux jouaient au bingo plutôt que de préparer sérieusement la lutte.

Tous ensemble !

Dans de nombreux endroits, ces grèves de Mai seront fortement suivies car les conditions de travail sont intenables. Cette « semaine noire » pourrait surtout être une semaine de lutte, l'occasion d'un rapport de force de tous les travailleurs du rail. Alors peu importe le métier ou la chapelle syndicale, à nous de nous saisir de ces occasions pour défendre nos intérêts et nous organiser par la base, en Assemblée Générale pour faire converger nos luttes et nos revendications.

Tapage médiatique

Les cheminots roulants ont décidé d'engager le bras de fer la semaine du 5 au 11 mai. Ni une ni deux, tout le gratin médiatique tente de discréditer le mouvement. Le cheminot bashing revient à la mode. A chaque fois que des travailleurs luttent pour leurs conditions de vie, ces chroniqueurs grassement payés ont le poil qui s'hérisse.

L'impôt saigne le malheureux

C'est le début des déclarations d'impôts. Le barème n'a presque pas changé mais avec les 1 % par-ci, 0,5 % par-là que la direction octroie lors des NAO, certains basculent tout juste dans la tranche supérieure. Pour que notre niveau de vie change vrai-

ment, il nous faudra de vraies augmentations de salaire.

Feu tricolore

Au contrôle, les chefs bombardent de mails à propos des objectifs à tenir. Ces spécialistes du management écrivent en vert quand les objectifs sont dépassés ou en rouge quand ils ne sont pas atteints. Si on se cotisait pour leur offrir une boîte de feutres, ils trouveraient sans doute de nouvelles idées.

Sur écoute

Les téléphones servant aux agents-circulation sont sur écoute depuis plusieurs mois. Depuis peu, les DPX doivent réaliser une fois par mois une écoute des bandes d'enregistrement au prétexte de vérifier les procédures de sécurité. Une nouvelle procédure de flicage qui donne envie de dire tout l'amour que l'on porte à la direction... et pas qu'au téléphone !

Stellantis : Tavares décroche le gros lot

Alors que les travailleurs de Stellantis se battent pour préserver leur emploi, notamment à l'usine de Poissy, les actionnaires du groupe ont, à leur manière, remercié l'ex-PDG du groupe automobile, Carlos Tavares. Il a quitté ses fonctions et touchera 23,1 millions d'euros pour l'année 2024, plus 2 millions d'indemnités de départ et un bonus de 10 millions. Les syndicats ont dénoncé ces « adieux indécents ». Tout de suite les grands mots ! Alors que les plus de 35 millions d'euros qu'il va toucher ne représentent qu'un peu plus de cinq Smics par jour.

Macron se fait mousser sur le dos des Haïtiens

Macron a reconnu que la France a imposé « une forme d'injustice initiale » à Haïti. Une formule alambiquée pour parler du traité odieux obligeant en avril 1825 cette ancienne colonie française à payer 150 millions de francs or de l'époque afin d'indemniser les propriétaires d'esclaves. Haïti a dû emprunter la somme auprès des banques françaises et payer les intérêts jusqu'en 1952.

La première république noire indépendante a payé très cher pour avoir ébranlé l'ordre colonial. Mais les beaux discours n'auront pas les Haïtiens, c'est aux profiteurs et à l'État français de payer !

Fos-sur-Mer : les dockers solidaires des Palestiniens

Soutenus par la CGT, les dockers du port de Fos-sur-Mer, ont retardé les opérations d'accostage d'un navire de l'armateur Maersk. Le bâtiment, sous pavillon hongkongais, était en transit vers Tanger, où il devait charger des composants d'avion F-35 destinés à l'armée israélienne, avant de poursuivre sa route vers le port de Haïfa. Les dockers ont appelé à une mobilisation plus large, incitant les travailleurs portuaires et les syndicats dans d'autres pays, notamment en Espagne, au Maroc et en Turquie, à bloquer l'accostage des navires spécialisés dans le transport de matériel de guerre à destination d'Israël.

Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Contacte-nous !